



## Assemblée Générale

### « Exercice du droit de veto »

## Non-prolifération et la République populaire démocratique de Corée

New York, le 11 avril 2024

Déclaration lue par Adrian Hauri  
Chargé d'affaires a.i. de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Merci d'avoir convoqué cette séance qui nous permet de prendre la mesure du veto apposé, par un seul membre du Conseil de sécurité, à la résolution qui devait prolonger le mandat du Groupe d'experts soutenant la mise en œuvre des sanctions sur la République populaire démocratique de Corée. La Suisse regrette profondément ce geste qui va à l'encontre des responsabilités du Conseil, et qui contribue encore au délitement de l'architecture globale de désarmement et de non-prolifération.

La Suisse a voté en faveur du projet de résolution car nous considérons – comme la grande majorité des autres membres – que ce projet représentait un compromis acceptable, et nous remercions les Etats-Unis pour la facilitation du processus de négociation et leurs efforts afin de parvenir à un consensus. Nous reconnaissons également l'engagement des autres membres du Conseil.

Les sanctions sont un outil important du Conseil pour le maintien de la paix et la sécurité internationale. Celles sur la RPDC ont été mises en place pour faire face à un programme nucléaire et balistique qui est en violation du droit international et constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Le groupe d'experts joue un rôle clé en facilitant la mise en œuvre de ces sanctions. Ses rapports - fiables et de grande qualité - constituent une source d'information essentielle pour le Comité et tous les Etats membres des Nations Unies, en particulier en cette période critique où la RPDC continue d'accélérer considérablement son programme illicite d'armement nucléaire et balistique.

La décision de bloquer le renouvellement du mandat du groupe d'experts entrave les efforts de suivi et de transparence sur la mise en œuvre des résolutions de ce Conseil. Les arguments pour le veto que nous avons entendus ne sauront convaincre ni nous, ni d'autres États membres. Alors que le Groupe enquêtait sur des violations des mesures de sanctions, ce veto ne fait qu'alimenter les suspicions de non-conformité.

Nous réitérons que l'import et l'export d'armes de et vers la RPDC est contraire au droit international et contribuent au délitement de l'architecture globale du désarmement et de la non-prolifération.

Il est pourtant du devoir du Conseil de sécurité de maintenir et de renforcer le régime global de désarmement et de non-prolifération. En tant qu'Etat non doté de l'arme nucléaires et fervent défenseur du désarmement et de la non-prolifération, la Suisse attend du Conseil qu'il continue à s'acquitter fidèlement de cette tâche, malgré les tensions mondiales.

Monsieur le Président,

Les sanctions restent en place. Nous devons tous continuer à les appliquer, bien que le soutien d'experts indépendants pour la mise en œuvre de ces sanctions prendra fin. Nous devons donc chercher des alternatives pour répondre à ce manque d'analyse, en attendant que le Conseil soit à nouveau en mesure de se doter d'un groupe d'experts. La Suisse reste ouverte à explorer des solutions, y compris au sein de cette Assemblée.

Si ce veto constitue un revers additionnel pour le grand objectif de l'élimination des armes nucléaires, tel que rappelé par le Nouvel Agenda pour la Paix, nous ne sommes pas condamnés à baisser les bras. Nous continuerons à nous engager, au sein du Conseil de Sécurité et en dehors, d'œuvrer envers cet objectif.

Je vous remercie.

---

#### UNOFFICIAL TRANSLATION

Mr President,

Thank you for convening this meeting, which allows us to take stock of the veto imposed by a single member of the Security Council on the resolution that was to extend the mandate of the Group of Experts, in support of the implementation of sanctions against the Democratic People's Republic of Korea. Switzerland deeply regrets this act which is contrary to the Council's responsibilities and which further contributes to the erosion of the global disarmament and non-proliferation architecture.

Switzerland voted in favour of the draft resolution because we consider - like the vast majority of other members - that it represents an acceptable compromise, and we thank the United States for facilitating the negotiation process and its efforts to reach a consensus. We also recognise the commitment of the other members of the Council.

Sanctions are an important tool of the Council in maintaining international peace and security. Those on the DPRK were put in place to deal with a nuclear and ballistic missile programme that is in violation of international law and constitutes a threat to international peace and security.

The group of experts plays a key role in facilitating the implementation of these sanctions. Its reports - reliable and of high quality - are an essential source of information for the Committee and all the Member States of the United Nations, particularly at this critical time when the DPRK continues to considerably accelerate its illicit nuclear and ballistic weapons programme.

The decision to block the renewal of the Panel's mandate undermines efforts to monitor and ensure transparency in the implementation of Council resolutions. The arguments for a veto that we have heard will not convince us or other Member States. While the Group was investigating violations of sanctions measures, this veto only fuels suspicions of noncompliance.

We reiterate that the import and export of weapons to and from the DPRK is contrary to international law and contributes to the undermining of the global disarmament and nonproliferation architecture.

Yet it is the duty of the Security Council to maintain and strengthen the global disarmament and non-proliferation regime. As a non-nuclear-weapon State and a fervent advocate of disarmament and non-proliferation, Switzerland expects the Council to continue to faithfully carry out this task, despite global tensions.

Mr President,

The sanctions remain in place. We must all continue to apply them, although the support of independent experts for the implementation of these sanctions will come to an end. We must therefore look for alternatives to respond to this lack of analysis, until the Council is once again in a position to set up a group of experts. Switzerland remains open to exploring solutions, including in this Assembly.

While this veto is a further setback for the greater goal of eliminating nuclear weapons, as recalled in the New Agenda for Peace, we are not condemned to give up. We remain committed to this goal, both within and outside the Security Council.

Thank you very much.